

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté  
française du 26 janvier 2011 portant désignation des  
membres de la Chambre de recours de l'enseignement  
officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire,  
ordinaire et spécial**

**A.Gt 01-09-2016**

**M.B. 09-12-2016**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 76 modifié par décret du 10 avril 1995, complété par décret du 8 février 1999 et modifié par décret du 27 juin 2002 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les Chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 8 février 1999 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 8 novembre 2001 et 13 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009, 14 octobre 2010 et 6 février 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 2011 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire, ordinaire et spécial, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 11 janvier 2012, 5 juin 2012, 20 juin 2012, 28 novembre 2012, 4 décembre 2013, 16 janvier 2014, 30 juin 2015, 20 janvier 2016 et 25 mai 2016

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement des membres démissionnaires,

Arrête :

**Article 1er.** - Dans l'article 1er, 2ème tiret de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 2011 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire, ordinaire et spécial, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 11 janvier 2012, 5 juin 2012, 20 juin 2012, 28 novembre 2012, 4 décembre 2013, 16 janvier 2014, 30 juin 2015, 20 janvier 2016 et 25 mai 2016, les mots «M. Olivier BOUILLON» et «Mme Paule ANNOYE» sont remplacés par les mots «Mme Delphine CUPERS» et «M. Christophe HEMBERG».



**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.  
Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date, conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 1er septembre 2016.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,  
Lisa SALOMONOWICZ

